

Burundi : Cinq questions pour comprendre ce qui se passe

Le Soir, 29 avril 2015 Le Burundi flirte avec ses vieux dÃ©mons 1. La dÃ©signation de Pierre Nkurunziza, le prÃ©sident sortant, comme candidat Ã un troisiÃ©me mandat est-elle une violation des accords d'Arusha ? L'accord de paix conclu en 2000 avait mis fin Ã la guerre civile interethnique commencÃ©e en 1993 avec l'assassinat du prÃ©sident hutu Melchior Ndadaye. Le premier scrutin, qui avait portÃ© Pierre Nkurunziza Ã la prÃ©sidence en 2005 s'agissait d'un scrutin Ã suffrage indirect. Le parti vainqueur des Ã©lections, CNDD-FDD (Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie) estime qu'il a le droit Ã deux Ã©lections prÃ©sidentielles au suffrage direct et il prÃ©sente donc une nouvelle fois le prÃ©sident sortant. Dans ce sens, la lettre de l'accord d'Arusha peut Ãªtre considÃ©rÃ©e comme respectÃ©e mÃªme si le SÃ©nat a saisi la Cour constitutionnelle. Mais les partis d'opposition, l'Ã©glise catholique, la sociÃ©tÃ© civile (majoritairement investie par les Ã©tudiants et les citoyens), la presse indÃ©pendante, les « frondeurs » au sein du parti au pouvoir, les Etats Unis et l'Union europÃ©enne considÃ©rent que dans l'esprit d'Arusha, un prÃ©sident élu doit s'effacer aprÃ©s deux mandats.

2. Qui s'oppose au prÃ©sident sortant et Ã son parti ? Se comportant de plus en plus comme un « parti unique » trustant au profit des siens les emplois dans la fonction publique et l'accÃ©s aux « rares-ressources », le parti au pouvoir suscite des critiques croissantes : corruption des anciens « maquisards » qui aprÃ©s les annÃ©es de lutte armÃ©e veulent Ã leur tour « manger » et se comportent comme des nouveaux riches, crÃ©ation de milices de jeunes, les Imbonerakure qui reÃ§oivent un entraÃªnement para militaire, dÃ©litement d'une administration naguÃ©re trÃ©s performante, scandales Ã rÃ©pÃ©tition comme la vente de l'avion prÃ©sidentiel ou l'incendie du grand marchÃ© de Bujumbura. Les critiques sont surtout des milieux urbains et intellectuels, des activistes des droits de l'homme, de la presse et les manifestations actuelles se limitent aux quartiers de Bujumbura oÃ¹ les Tutsis sont majoritaires. Dans les campagnes, tenues en main par le parti au pouvoir et les miliciens Imbonerakure, la population majoritairement hutue apprÃ©cie un chef d'Etat qui passe tous ses week ends sur le terrain (oÃ¹ il prie et joue au football..) et qui a pris plusieurs mesures sociales importantes, comme la gratuitÃ© de l'accÃ©s Ã l'Ã©ducation pour les femmes enceintes.

Cependant, un autre parti hutu, le FNL (Forces nationales de libÃ©ration) dirigÃ© par Agathon Rwasa, le dernier Ã avoir dÃ©posÃ© les armes, se pose en concurrent du CNDD, il risque de l'affronter militairement et aurait des contacts avec le Rwanda. 3. Le clivage est-il essentiellement ethnique ? Ayant rendu la mixitÃ© ethnique obligatoire dans l'armÃ©e et la police (ce qui avait rendu possible l'intÃ©gration de beaucoup d'anciens rebelles), prÃ©voyant le « panachage » des partis (avec des quotas rÃ©servÃ©s aux deux ethnies) les accords d'Arusha avaient permis au Burundi, durant quinze ans, de conjurer les dÃ©mons ethniques, les remplaÃ§ant par des rivalitÃ©s politiques. Une vie associative intense, une presse indÃ©pendante et courageuse avaient consolidÃ© ces acquis, une nouvelle gÃ©nÃ©ration avait pris le relais. Mais aujourd'hui le parti CNDD joue avec le feu : les partisans du chef de l'Etat assurent que les Tutsis veulent reprendre le pouvoir, que ceux qui s'opposent au troisiÃ©me mandat sont complices de ceux qui naguÃ©re assassinÃ©rent Melchior Ndadaye (c'est-Ã-dire des officiers tutsis). Une rumeur non vÃ©rifiÃ©e assure que les Imbonerakure auraient Ã©tÃ© rejoints par des Interhahamwe, les gÃ©nÃ©ralistes rwandais de sinistre mÃ©moire, aujourd'hui traquÃ©s par l'armÃ©e congolaise. Les vieux dÃ©mons ravivent toutes les craintes : gagnÃ©s par la peur, les Tutsis fuient vers le Rwanda oÃ¹ ils sont accueillis dans des camps ethniquement sÃ©parÃ©s, des Ã©lÃ©ves du secondaire menacent d'en venir aux mains, Hutus contre Tutsis.

Et chacun remarque qu'Ã Bujumbura les quartiers « tutsis » qui se soulÃ©vent sont ceux oÃ¹, dans les annÃ©es 90, opÃ©raient les milices paramilitaires « Sans Ã©chec » qui pratiquaient l'autodÃ©fense et le nettoyage ethnique, chassant les Hutus vers les collines. 4. Faut-il craindre un nouveau gÃ©nocide rappelant le Rwanda de 1994 ? MalgrÃ© les risques de dÃ©rapage, malgrÃ© une configuration ethnique comparable, les deux situations sont trÃ©s diffÃ©rentes, aussi bien dans le temps que dans la pratique quotidienne : au Burundi, le mixage ethnique s'est opÃ©rÃ©, la pratique dÃ©mocratique s'est enracinÃ©e (quatre anciens prÃ©sidents vivent en paix dans le pays et se sont opposÃ©s au troisiÃ©me mandat de leur « collÃ©gue »), la communautÃ© internationale est vigilante mÃªme si elle manque de recul. Quant au parti au pouvoir, il est lui-mÃªme divisÃ© car des « frondeurs », intellectuels le plus souvent, s'opposent aux « maquisards », qui veulent Ã rester plus longtemps Ã la table du pouvoir ». Le danger de guerre civile, de rÃ©pression, d'Ã©largissement de la violence est cependant bien rÃ©el et pourrait faire de nombreuses victimes, parmi les Hutus comme parmi les Tutsis. Dans la rÃ©gion, on peut mourir en masse, sans qu'il s'agisse pour autant d'un gÃ©nocide. Est-elle jouÃ©e ? L'opposition interne au troisiÃ©me mandat est large, les mises en garde internationales sont nombreuses, les pressions des bailleurs sont fortes et la rue de Bujumbura ne faiblit pas : certains Ã©carts le Burundi rappelle le Burkina Faso, oÃ¹ le prÃ©sident CompaorÃ©, refusant de cÃ©der, avait fini par Ãªtre chassÃ© du pouvoir. Le rapport de forces pourrait basculer si l'armÃ©e bougeait, comme au Burkina Faso, mais elle vient de marquer publiquement son unitÃ© d'action avec une police souvent considÃ©rÃ©e comme plus proche du pouvoir. Les Ã©vÃ©nements actuels, comme lors des troubles de janvier dans les villes congolaises, comme Ã Ouagadougou en novembre, marquent l'apparition d'une nouvelle gÃ©nÃ©ration d'activistes, opÃ©rant via de nouvelles formes de communication, les rÃ©seaux sociaux, la musique, qu'il s'agisse du rap ou du reggae, d'Ã©clenchant par consÃ©quent de nouvelles formes de rÃ©pression (lÃ©galitÃ© des tweets et des SMS). Les pays voisins pourraient peser : la Tanzanie et l'Afrique du Sud sont garants de l'accord de paix, Ã l'instar des Etats Unis, dont la fermetÃ© a Ã©tÃ© trÃ©s remarquÃ©e, le Rwanda redoute un afflux massif de rÃ©fugiÃ©s. Mais par ailleurs, Kigali Ã©value les deux hypothÃ©ses : l'effacement d'un prÃ©sident qui avait permis d'utiliser la force Ã Bujumbura lors des opÃ©rations de la force d'intervention de la force africaine contre les rebelles tutsis du M23 au Nord Kivu, ou son maintien au pouvoir qui reprÃ©senterait un prÃ©cÃ©dent intÃ©ressant.

Par ailleurs, alors qu'une nouvelle rÃ©bellion apparaÃªt au Nord Kivu, hÃ©ritiÃ©re du M23, c'est le Burundi qui mobilise l'attention internationale. La rÃ©vÃ©lation de nouveaux scandales, ou de nouvelles victimes ethniquement ciblÃ©es pourraient Ã©galement accÃ©lÃ©rer le dÃ©sastre gÃ©nÃ©ral. Mais par ailleurs, divisÃ©e, dÃ©pourvue de personnalitÃ© charismatique, l'opposition peine Ã convaincre et on ignore son degrÃ© d'implantation dans les campagnes. Si, dans les jours Ã venir, le CNDD rÃ©ussit Ã surmonter l'Ã©preuve de force actuelle, il pourra malgrÃ© tout se diriger vers les Ã©lections prÃ©vues

prochainâ€¦ Le carnet de Colette Braeckman